

<b>I. INFORMATIONS GENERALES</b> .....	2
<b>A. Présentation du projet et situation de départ</b> .....	2
<b>II. OBJECTIFS DU CONTRAT</b> .....	5
<b>III. DUREE DU CONTRAT</b> .....	6
<b>IV. LES TACHES DEMANDEES</b> .....	6
<b>V. METHODOLOGIE</b> .....	8
<b>VI. LIVRABLES ATTENDUS</b> .....	8
<b>VII. QUALIFICATION ET COMPETENCES REQUISES</b> .....	9
<b>7.1 Un consultant sénior</b> .....	9
<b>7.2 Un consultant junior</b> .....	9
<b>7.3. Un consultant “Admin Fin”</b> .....	10
<b>VIII. CRITERES DE SELECTION DU CABINET</b> .....	10
<b>IX. CONDITIONS ET PROCEDURE DE SOUMISSION</b> .....	11
<b>X. CADRE ESTIMATIF DÉTAILLÉ</b> .....	11

**Sélection, d'un prestataire de service (ONG locale ou entreprise de juridiction congolaise) / cabinet partenaire de mise en œuvre pour le réseautage des structures de paix dans les groupements de Kashenyi, Itara et Kakamba**

**I. INFORMATIONS GENERALES**

**A. Présentation du projet et situation de départ**

Maendeleo Pamoja est un projet de la GIZ d'aide transitoire, intégré dans le programme bilatéral allemand « Promotion de la stabilité et du développement pacifique et inclusif dans l'Est de la RDC » en tant que partie du programme au sens du Humanitarian-Development-Peace Nexus (Nexus HDP) (coopération technique, coopération financière, l'initiative spéciale "Combattre les causes de la fuite – Réintégration des réfugiés », aide transitoire). Il contribue à l'objectif du programme d'augmenter la résilience de la population concernant la gestion violente de conflits au niveau des ménages et des communes, en renforçant les compétences et les capacités des individus, des ménages, des groupes sociaux ainsi que des structures administratives locales dans la Plaine de la Rusizi et la ville d'Uvira, afin de mettre en œuvre davantage des pratiques sociales et économiques de développement durable et pacifique. Le projet Maendeleo Pamoja met un accent particulier sur 4 axes dont :

La cohésion sociale à travers la gestion non violente de conflits au niveau individuel et intercommunautaire en tant qu'élément d'un développement communautaire et pacifique. Pour y arriver, il est prévu d'appuyer les structures de paix et de les mettre en réseau en rendant les accords écrits résultant des mesures de résolution de conflits accessibles à toutes les organisations de la société civile promouvant la paix et en permettant, grâce à la transparence et à l'information, de résoudre des conflits similaires de manière plus efficace, cohérente et de régler de manière préventive l'utilisation commune contestée des ressources.

La promotion de la chaîne des valeurs (agricole et non-agricole) vise à protéger les moyens de subsistance et améliorer les revenus d'individus et de ménages sélectionnés. Pour y arriver, des mécanismes et activités seront mises en œuvre en vue d'augmenter les possibilités de revenus en créant des emplois par la vente de produits agricoles, en transformant les produits agricoles et en créant d'autres perspectives génératrices de revenus dans le secteur non agricole. Cela entraînera une augmentation des revenus au niveau des ménages et soutiendra l'autonomisation et l'égalité des femmes.

L'amélioration de la gouvernance locale met en œuvre les activités de promotion de la bonne gouvernance dans le but de permettre aux autorités locales et les structures de gouvernance locales de mettre à la disposition de la population des meilleurs services sociaux de base. Cette démarche passe par l'accompagnement de ces structures dans le cadre du renforcement des

capacités organisationnel et technique, la planification locale et participative, la promotion de la redevabilité sociale et la participation significative des femmes dans la prise de décision au niveau locales. Cet appui permettra aux structures de gouvernance et de mobilisation communautaire notamment les comités de développement de Groupement « CDG », les comités villageois de développement « CVD » d'une part et les autorités locales et les autres structures des développement (associations, mouvement des jeunes, des femmes, les agriculteurs, éleveurs, promoteurs des AGR, les domaine de l'enseignement et de la santé, les confessions religieuses...) présentes dans différentes entités d'autres part de renforcer une collaboration efficace dans la prise en charges des priorités des population en termes des actions de développement.

La promotion du Genre qui est un axe transversal dans les trois précédentes thématiques visant à améliorer la participation des femmes aux instances de prises de décision par l'accompagnement et le soutien des hommes. A travers toutes les structures accompagnées par le projet, des changements considérables devront se produire en faveur de l'égalité des sexes, ce qui entraînera une application accrue de pratiques sociales et économiques de développement durable par les ménages.

Le projet est exécuté dans les groupements Kashenyi/Kamanyola (dans la chefferie de Ngweshe territoire de Walungu), Itara/Luvungi (dans la chefferie de Bafuliru en territoire d'Uvira), Kakamba (dans la chefferie Plaine de la Ruzizi en territoire d'Uvira) et dans la ville d'Uvira en province du Sud-Kivu.

Dans le cadre de la composante cohésion sociale et gestion des conflits, le projet Maendeleo Pamoja cherche un prestataire de service (ONG locale ou entreprise de juridiction congolaise) / cabinet partenaire de mise en œuvre pour appuyer le réseautage de 15 structures de paix accompagnées par ce projet dans le groupement de Kashenyi, Itara et Kakamba

### Contexte de la zone d'intervention

La zone du projet (Kamanyola, Luvungi et Kakamba) est marquée par des conflits de diverses natures, comme les autres entités du l'axe sud de la province du Sud Kivu. En effet, les conflits traversés par les Pays voisins (Burundi et Rwanda), les conflits armés internes et le dynamisme des groupes armés ont engendré plusieurs conséquences sur le plan socio-économique de la province spécialement de la plaine de la Ruzizi. Ces conflits dans la zone ont créé des mouvements de la population.

La méfiance entre les grandes communautés qui peuplent ces entités, la présence des réfugiés burundais, rwandais et les déplacés internes (surtout ceux venus des hauts plateaux) ; ainsi que l'activisme des groupes armés a suscité des remous et des conflits ouverts dans cette zone.

A ceci, s'ajoutent les conflits de pouvoir coutumiers, de succession, les conflits entre agriculteurs et éleveurs, les conflits fonciers, les tensions entre familles militaires et civils, entre réfugiés Burundais, déplacés internes et communauté d'accueil et des bouderies régulières entre société civile et autorités politico-administrative.

Ces différents conflits et problèmes persistants ont eu un impact négatif sur la stabilité et la cohésion sociale et provoquent une instabilité socio-économique de la population, les tensions entre les communautés, la militarisation des populations civiles ; bref l'instabilité de cette entité.

Le projet Cohésion sociale et chaînes des valeurs contribue à la reconstruction de la paix et de la cohésion sociale dans cette zone à travers des structures de paix qui sont accompagnées pour la transformation des conflits dans 3 groupements de la plaine de la Ruzizi. Il s'agit de Kashenyi/kamanyola dans le territoire de walungu, Itara/Luvungi et Kamamba dans le territoire d'Uvira.

A son début, le projet, à travers la composante cohésion sociale a réalisé une cartographie des structures communautaires de paix et a identifié 15 structures bénéficiaires directs des activités de la composante cohésion sociale principalement. Ces structures ont exprimé le besoin d'un renforcement de capacités pour les amener à mieux accomplir leur mission dans la communauté, celui de prévenir et de gérer des conflits.

Ce renforcement de capacité a commencé par une redynamisation de ces structures pour renforcer leur fonctionnement respectif. En deuxième lieu, les structures ont bénéficié de 5 formations dans des domaines basiques pour leur mission : la sensibilité aux conflits, les législations foncière, agricole et élevage, et sur la transhumance ; l'éducation à la paix, la gestion pacifique des conflits et les techniques de médiation ; ainsi que le plaidoyer. Ces formations avaient pour objectif de renforcer leurs connaissances dans les domaines basiques de prévention et de gestion des conflits en y ajoutant le domaine des connaissances dans le domaine le plus conflictuel dans la zone : le foncier.

A ce stade, les structures de paix, ayant amélioré leur fonctionnement ainsi que leur intervention dans la communauté, ils souhaitent améliorer leur collaboration pour qu'elles se complètent sur des actions de grande envergure dépassant les capacités d'une seule structure dont notamment les conflits entre les communautés, les conflits entre groupements, etc. les structures de paix doivent se compléter aussi sur la couverture géographique, en effet, certains structures couvrent entièrement le groupement et vont parfois au-delà du groupement. La collaboration va faciliter le suivi de certains cas conflictuels qui sont accompagnés par des structures à faible couverture géographique.

Dans ce présent appel d'offre la GIZ cherche un prestataire de service pour réaliser le réseautage des structures de paix que le projet accompagne dans sa zone d'intervention. Il s'agit de 6 structures de paix à Kamanyola ; 3 structures de paix à Luvungi et 6 structures de paix à Kakamba.

## **II. OBJECTIFS DU CONTRAT**

Afin de renforcer l'impact des actions de cohésion sociale et de gestion de conflit dans la zone du projet, les structures de paix veulent avoir des espaces de collaboration entre elles. Ce besoin a été exprimé lors de l'atelier de deux jours sur la collaboration des structures de paix qui a été organisé par la composante cohésion sociale du projet Maendeleo Pamoja et qui a réuni les représentants de 15 structures de paix. le rapport de cet atelier est en annexe de ces TDR.

Il est ressorti de cet atelier deux points majeurs qui feront l'objet de ce contrat :

Premièrement les structures de paix se reconnaissent renforcé en capacité pour mieux accomplir leur tâche dans la société, chacun à son niveau et sur base des acquis du passé de la structure. Ceci implique que le besoin de collaboration à travers une synergie structurées qui leur donne à ces derniers l'espace de complémentarité et d'échange d'expérience.

En second lieu, les structures de paix ont défini la forme de synergie qu'au sein desquelles elles souhaitent collaborées. En effet elle se situe à trois niveaux : réseau au niveau de chaque groupement, les réseaux par thématique (à définir avec les structures de paix ; quatre au maximum) et le réseau d'ensemble (les 15 structures ensembles).

Pour la concrétisation de ces espaces de collaboration, il sera question de :

- D'accompagner des activités d'échanges aux trois niveaux de collaboration proposé par les structures de paix. Ses échanges aboutiront à des ateliers de mis en place de ses espaces en réfléchissant sur l'organisation et le fonctionnement de ces derniers.

- Enfin d’organiser les premières rencontres des réseaux ainsi mis en place ainsi que leurs premières activités pour les consolider.

De façon spécifique, il s’agira de :

1. Appuyer la tenue de trois ateliers d’échange (à raison d’un atelier pour chaque forme de réseau).
2. D’organiser trois ateliers de mis en place de réseau (à raison d’un atelier pour chaque forme de réseau). C’est dans ces ateliers que les PV de mise en place seront rédigés et signés ainsi que les ébauches d’un cadre de fonctionnement de ces espaces de collaboration.
3. Organiser la première rencontre des membres pour chaque réseau constitué (assemblée générale) pour mieux définir le fonctionnement et les activités du réseau.
4. Organiser une séance de présentation des réseaux ainsi constitués aux autorités locales et la société civile, pour une reconnaissance.
5. D’accompagner la mise en œuvre d’au moins une activité de cohésion sociale prévues par le réseau à titre pédagogique.

**III. DUREE DU CONTRAT**

La GIZ fera appel au contractant(e) pour une durée de 54 jour étalée sur 4 mois : du 20 Mai au 20 septembre 2024. Avec 131 homme/jours à prester par une équipe de 3 personnes.

Par ailleurs, le (la) contractant(e) devra proposer son calendrier de mise en œuvre, sur base des jours dédiés au contrat.

**IV. LES TACHES DEMANDEES**

Activités	Membres de l’équipe impliquée	Nombre des jours à prester par personne	Personnes à associer
Échange sur les TDR, budget, la méthodologie et le calendrier de travail	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultant senior</li> <li>• Consultant Admin Fin</li> </ul>	1 jours	Equipe GIZ
Atelier de Présentation et de clôture du contrat au terrain	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultant senior</li> <li>• Consultant S&amp;E</li> <li>• Le consultant junior</li> </ul>	2 jours	Équipe GIZ, Structures de paix

<p>Organiser trois ateliers d'échange de 2 jours chacun</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultant senior</li> <li>• Consultant junior</li> </ul>	<p>8 jours pour le consultant sénior et 8 jours pour le consultant junior.</p> <p>(y compris 1 jour de préparation et 1 jour de rapportage chacun)</p>	<p>Sous la responsabilité du consultant senior</p>
<p>Organiser les ateliers de mis en place des réseaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultant senior</li> <li>• Consultant junior</li> </ul>	<p>8 jours pour le consultant sénior et 8 jours pour le consultant junior.</p> <p>(y compris 1 jour de préparation et 1 jour de rapportage chacun)</p>	<p>Sous la responsabilité du consultant senior</p>
<p>Organiser la première rencontre pour chaque réseau constitué (A.G)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultant senior</li> <li>• Consultant junior</li> </ul>	<p>5 jours pour le consultant sénior et 5 jours pour le consultant junior</p> <p>(y compris 1 jour de préparation et 1 jour de rapportage chacun)</p>	<p>Sous la responsabilité du consultant senior.</p>
<p>Présentation des réseaux aux autorités et à la société civile</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultant senior</li> <li>• Consultant junior</li> </ul>	<p>5 jours pour le consultant sénior et 5 jours pour chaque consultant junior.</p> <p>(y compris 1 jour de préparation et 1 jour de rapportage chacun)</p>	<p>Sous la responsabilité du consultant sénior</p>

D'accompagner la mise en œuvre d'au moins une activité de cohésion sociale prévues par chaque réseau	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultant senior</li> <li>• Deux consultants juniors</li> </ul>	15 jours pour le consultant sénior et 12 jours pour le consultant junior	Sous la responsabilité du consultant senior.
Gestion financière du contrat (bureau)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultant Admin Fin</li> </ul>	15 jours	
Rapportage intermédiaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultant sénior</li> <li>• Consultant S&amp;E</li> </ul>	3 jours pour le consultant sénior et 3 jours pour le consultant junior	Validation par Equipe GIZ
Rapportage finale	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultant Senior</li> </ul>	5 jours	Validation par Equipe GIZ

## V. METHODOLOGIE

En ce qui concerne la cohésion sociale, le cabinet aura comme point d'entrée les structures de paix qui sont déjà appuyés par le projet. Le rapport de l'atelier introductif au réseautage qui a été réalisé directement par la composante cohésion sociale du MP se trouve ici en annexe pour plus d'information pour servir comme base de réflexion. Il sera question de développer les activités proposées dans ces TDR au profit des membres de 15 structures de paix qui vont être mis en réseau dans l'objectif de renforcer davantage l'impact de leur travail dans les communautés.

Ces activités seront mises en œuvre avec l'accompagnement technique d'un consultant sénior et un consultant junior dans le domaine de la consolidation de la paix ainsi qu'un consultant suivi et évaluation qui est également du même domaine. En plus de ces consultants, le cabinet va utiliser un consultant du domaine de finance et administration qui va gérer le contrat sur ce point.

## VI. LIVRABLES ATTENDUS

1. Une proposition méthodologique et un calendrier des activités

2. Un budget
3. 3 rapports mensuels de 5 pages maximum, avec le rapport par activité réalisée au courant du mois concerné par le rapport.
4. Un rapport final clôturant le contrat.

### VII. **QUALIFICATION ET COMPETENCES REQUISES**

#### **7.1 Un consultant sénior**

##### **7.1.1 Qualification générale**

###### **Formation :**

Avoir un diplôme d'étude supérieur (licence ou Master) en science sociale (droit, sociologie, etc), en développement rural, en économie rurale ou dans un autre domaine pertinent par rapport à l'objet de l'offre.

##### **7.1.2 Expérience professionnelle**

- Avoir une expérience de 5 ans dans la coordination des activités du programme ainsi qu'une expérience de travail dans le domaine de la consolidation de la paix.
- Avoir une expérience de 5 ans dans le domaine de la consolidation de la paix ainsi que dans l'accompagnement des structures communautaire de paix à la base ainsi qu'avec les réseaux d'organisations communautaires.
- Expérience de travail de 5 ans avec les agences de coopération et ONG internationales
- Disposer d'une expérience de travail de 5 ans avec les organisations et autres groupes communautaires ;
- Solides compétences rédactionnelles, tant pour les documents techniques que pour les rapports ;

##### **7.1.3 Expérience régionale/connaissance**

Avoir travaillé dans la plaine de la Ruzizi où sera exécuté le contrat.

##### **7.1.4 Langues :**

Excellente maîtrise du Français et du Swahili.

#### **7.2 Un consultant junior**

##### **7.2.1 Qualification générale**

###### **Formation :**

Avoir un diplôme d'étude supérieur (graduat ou licence) en science sociale (droit, sociologie, etc), en développement rural, en économie rurale ou dans un autre domaine pertinent par rapport à l'objet de l'offre.

##### **7.2.2 Expérience professionnelle**

- Avoir une expérience de 3 ans dans le domaine de la consolidation de la paix ainsi que dans l'accompagnement des structures communautaire de paix à la base

- Expérience de travail de 3 ans avec les agences de coopération et ONG internationales
- Avoir des compétences rédactionnelles, tant pour les documents techniques que pour les rapports ;
- Avoir une bonne capacité de rapportage

### **7.2.3 Expérience régionale/connaissance**

- Connaissance de la plaine de la Ruzizi. Y avoir travaillé c'est un atout.

### **7.2.4 Langues :**

Excellente maîtrise du Français et du Swahili

## **7.3. Un consultant "Admin Fin"**

### **7.3.1 Qualification générales**

**Formation :** Diplôme universitaire en gestion financière, économie, sciences commerciales et administratives et autres domaines pertinents (un diplôme de graduat ou de licence)

### **7.3.2 Expérience professionnelle**

- Avoir 3 ans d'expérience professionnelle dans la gestion financière, l'appui à l'administration et la logistique ;
- Avoir une expérience de gestion de la caisse et des paiements de terrain.

### **7.3.3 Expérience régionale**

Connaissance de la plaine de la Ruzizi est un atout.

### **7.3.4 Langues :**

Excellente maîtrise du français et du swahili

## **VIII. CRITERES DE SELECTION DU CABINET**

Les critères suivants seront utilisés pour évaluer de manière objective la proposition des soumissionnaires dans le schéma d'évaluation de la partie technique des offres :

1. Mise à disposition de la documentation technique requise par le présent appel à proposition de projet
2. Pertinence de la méthodologie, des outils et du plan de travail proposé (étude de la proposition technique)
3. Expertise démontrée de consolidation de la paix dans le meilleur des cas, à travers l'accompagnement des structures communautaires.
4. Démonstration de la connaissance de la zone en termes d'expérience des consultants alignés pour cette offre.

**IX. CONDITIONS ET PROCEDURE DE SOUMISSION****Les documents à soumettre sont :**

- Une proposition technique détaillée avec la méthodologie à utiliser pour atteindre les résultats et les objectifs (15 pages maximum) ;
- Le curriculum vitae des consultants du cabinet qui sont alignés pour ce présent offre (le consultant sénior, le consultant junior et le consultant admin-fin) ainsi que les attestations de service rendu y afférant.
- Une offre financière comprenant l'ensemble des coûts associés à la réalisation de ce contrat, honoraires, équipements et matériel, frais de transport, et tout autre coût y afférant.

L'offre financière pourrait également être renégociée.

**X. CADRE ESTIMATIF DÉTAILLÉ**

<b>Position</b>	<b>Activités</b>	<b>Journées à prester (total)</b>
Consultant Senior	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation de TDR, budget, méthodologie et le calendrier (1 jour)</li> <li>• Réunion de présentation et de clôture du projet au terrain (2 jours)</li> <li>• Responsabilité de la mise en œuvre de chaque activité : 3 ateliers d'échanges (8 jours), 3 ateliers de mise en place des réseaux (8 jours), 3 séances de présentation des réseaux (5 jours), 3 AG (5 jours), trois activités des réseaux (15 jours)</li> <li>• Approbation et partage du Rapportage intermédiaire (3 jours)</li> <li>• Rapportage finale (5jours)</li> </ul>	52 jours
Consultant Admin Fin	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation des TDR, budget 1j; méthodologie et calendrier des activités</li> <li>• Produire le rapport financier 8J</li> <li>• Suivre la gestion financière du projet</li> <li>• Accomplir les tâches de comptabilité et de la caisse pour ce contrat (y compris des paiements sur terrain et au bureau) 15j</li> <li>• Accomplir les tâches administratives et Recevoir et vérifier toutes les pièces du projet. 10 jours à raison de deux jours consacrés à la préparation et à la clôture d'une activité.</li> </ul>	34 jours
Consultant junior	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réunion de présentation et de clôture du projet au terrain (2jours)</li> <li>• Organiser 3 ateliers d'échange (8 jours)</li> <li>• Organiser 3 ateliers de mise en place des réseaux (8 jours)</li> </ul>	45 jours

	<ul style="list-style-type: none"><li>• Organiser 3 séances de présentation (5 jours)</li><li>• Organiser 3 AG des réseaux (5jours)</li><li>• Organiser 3 activités de cohésion sociale avec les réseaux (12 jours)</li><li>• Rapportage intermédiaire (3 jours)</li><li>• Participer au rapportage final (2jours )</li></ul>	
--	---	--

Annexe 1 : Rapport de l'atelier introductif au processus de réseautage des structures de paix



RAPPORT DE  
MISSION-ATELIER INT